

SOZIALES

NON-RECOURS AUX AIDES FINANCIÈRES

Aides sociales : encore trop de blocages

Tatiana Salvan

Encore trop d'aides financières ne sont pas réclamées par les ménages modestes, alors qu'elles constituent un levier non négligeable pour lutter contre la pauvreté. Une étude qualitative menée par deux chercheuses lève le voile sur les raisons du non-recours à ces aides.

Que ce soit en raison d'un salaire structurellement bas ou d'accidents de la vie, les trajectoires qui mènent à la précarité sont multiples. Tout comme le sont les conséquences de cette précarité sur les personnes concernées : renoncement aux loisirs, privations (de nourriture par exemple), sacrifice de la santé, situation de stress permanent, fatigue, surcharge émotionnelle délétère... Au Luxembourg, les dernières études du Statec indiquent que près de 20 pour cent de la population est confrontée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, soit

environ 130.000 personnes, dont près de 30.000 enfants. Un nombre que le gouvernement s'est engagé à diminuer d'un sixième d'ici à 2030.

Évidemment, régler le serpent de mer que constitue la problématique du logement apparaît comme l'un des piliers de la lutte contre la pauvreté au grand-duché, les dépenses pour se loger pouvant atteindre 60 pour cent des revenus des ménages les moins aisés. Mais le pays dispose également d'autres instruments pour contribuer au recul de la pauvreté, dont le seuil de risque est fixé à 2.247 euros mensuels pour un adulte seul et à 4.718 euros pour un couple avec deux enfants. Notamment un dispositif d'aides financières visant à soutenir les ménages modestes : allocation de vie chère, prime énergie, subvention de loyer, avance et recouvrement de la pension alimentaire, subvention pour ménage à faible revenu, accès

aux épiceries sociales, aides communales, etc.

Cependant, diverses études ont montré que le taux de non-recours à ces aides demeure très élevé – de l'ordre de 40 pour cent pour l'allocation de vie chère, voire de 80 pour cent pour la subvention de loyer. Une situation jugée « inacceptable » par le ministère d'État.

Deux chercheuses, Anne-Catherine Guio, de l'Institut luxembourgeois de recherche socio-économique (Liser), et Anne Franziskus, du Statec, se sont penchées sur le sujet et ont mené une étude qualitative pour comprendre ce qui bloque le recours à ces aides en interrogeant au total 35 personnes aux profils socio-économiques variés : des travailleurs-euses, des pensionné-es, des étudiant-es, des chômeurs-euses, des personnes en arrêt maladie ou percevant le revenu minimum d'inclusion sociale (Revis).

Démotivation

Il ressort des entretiens menés qu'en premier lieu, au-delà de la seule connaissance de l'existence de l'aide disponible, la bonne compréhension des informations s'avère essentielle pour franchir le pas et demander des aides. « Connaître l'existence de l'aide est une condition nécessaire mais non suffisante du recours », écrivent les chercheuses. La non-compréhension de la documentation et des justificatifs à fournir peut en effet entraver le recours.

De même que la complexité des démarches à effectuer (des démarches d'autant plus laborieuses que les critères d'éligibilité diffèrent d'une aide à l'autre), les délais d'attente et la lourdeur du renouvellement régulier des demandes pèsent également très lourd en faveur du renoncement aux droits. « Je ne sais pas comment ils sont organisés. C'est démotivant parce que toutes les années il faut refaire une demande comme si c'était la première fois qu'on faisait une demande », témoigne une mère de famille isolée citée dans l'étude.

Sans oublier le « coût psychologique » de toutes ces démarches : sentiment de honte de devoir demander de l'aide, stigmatisation, contacts et courriers avec l'administration ressentis comme blessants, refus perçus comme injustes... « Je m'attendais à trouver beaucoup plus de non-recours par non-information, mais j'ai le sentiment qu'au Luxembourg il y a de nombreux cas de non-recours par peur d'essuyer un refus ou parce qu'il y a eu un refus par le passé, même si les règles d'éligibilité ont évolué depuis », commente Anne-Catherine Guio. « Nous avons été confrontées parfois à d'énormes sentiments de colère, avec une impression d'injustice et la présence du stéréotype 'du bon pauvre', qui conduit à rejeter d'autres groupes jugés moins méritants à l'obtention des aides, typiquement les migrant-es.

Si les chercheuses notent que « diverses administrations luxembourgeoises font des efforts de simplification des informations », elles préconisent toutefois dans leur rapport plusieurs pistes susceptibles de faciliter davantage le recours aux aides, comme l'envoi de courrier aux personnes potentiellement éligibles à ces aides, l'accessibilité physique et

L'office social de la ville de Luxembourg est ouvert du lundi au vendredi jusqu'à 16 heures. Alors que les démarches pour recourir aux aides sont souvent trop compliquées, « la voie est de développer une seule porte d'entrée pour les personnes à faible revenu », explique la chercheuse Anne-Catherine Guio.



INTERGLOBAL

RUSSLAND

Der Sold lockt

Katja Woronina

téléphonique des administrations ou encore la mise en place d'un guichet unique. « Il y a des aides, mais elles sont inutilement compliquées dans bien des cas. Elles utilisent différents concepts les unes des autres, ce qui perd les gens. La voie est de développer une seule porte d'entrée pour les personnes à faible revenu », résume Anne-Catherine Guio.

Des mesures à venir

Plusieurs des préconisations du rapport ont été entendues par les autorités. Contacté, le ministère d'État a en effet rappelé dans un courriel la volonté du gouvernement de « mettre fin à la jungle bureaucratique dans laquelle se perdent surtout ceux qui peuvent le moins se le permettre ». Un projet de loi introduisant le principe du « once only » a ainsi été déposé. « Grâce à ce principe, les administrations pourront, à l'avenir, collaborer entre elles pour déterminer dans quelles circonstances une personne est éligible à telle ou telle aide. L'État pourra ainsi envoyer de manière proactive un formulaire aux citoyen·nes concerné·es, qui, dans le meilleur des cas, n'auront plus qu'à signer le document afin d'obtenir les aides auxquelles ils-elles sont éligibles », explique-t-il.

L'allocation de vie chère, qui a été augmentée de 10 pour cent, et la prime énergie, triplée et élargie, sont par ailleurs désormais versées automatiquement aux bénéficiaires du Revis, que plus de 30 pour cent des personnes y ayant droit ne demandaient pas. Pour les autres, le délai d'introduction de la demande est reporté du 31 octobre au 31 décembre. Quant au délai de résidence sur le territoire né-

cessaire, il a été réduit de douze à trois mois. En outre, les données des bénéficiaires de l'allocation de vie chère seront « à l'avenir communiquées d'office aux communes respectives sur le territoire desquelles ils-elles résident », indique par courriel le ministère de la Famille et des Solidarités (MFVSA), dans le but in fine d'automatiser également le versement des aides communales.

Le MFSVA ajoute qu'un certain nombre de prestations ne sont ou ne seront plus prises en compte au titre des revenus pour déterminer le droit aux prestations et signale la mise en ligne, déjà effective sur le site du Fonds national de solidarité, d'un calculateur pour déterminer l'éligibilité au Revis, à l'allocation de vie chère et à la prime énergie.

D'autres pistes évoquées par les chercheuses restent néanmoins à explorer, afin d'assurer la disponibilité de l'information et de parfaire la réponse de l'administration, encouragée à réduire le délai de traitement des dossiers. Surtout, l'étude d'Anne-Catherine Guio et d'Anne Franziskus met en évidence le besoin de repenser la politique d'aide nationale dans sa globalité, en revoyant notamment les seuils de revenus et la progressivité de l'aide, en simplifiant l'accès aux épiceries sociales – « dernier rempart contre la pauvreté extrême » – et les conditions d'accès à l'avance et recouvrement de la pension alimentaire, jusqu'à présent « très difficiles, voire impossibles à remplir ». Sans oublier la nécessité d'améliorer l'accessibilité financière aux soins de santé et de repenser le soutien à certains groupes (voir encadré).

Des groupes exclus des aides

Au cours de leurs entretiens, Anne-Catherine Guio et Anne Franziskus ont noté à quel point les textes législatifs pouvaient parfois « exclure, de manière volontaire ou involontaire, certains groupes de personnes en situation de précarité et ainsi diminuer l'efficacité des dispositifs d'aide ». Les chercheuses relèvent ainsi que « bon nombre de conditions d'éligibilité entravent l'accès à des groupes vulnérables ». Les étudiant·es par exemple, même en situation de grand besoin, sont exclus de la plupart des aides. « Il ne s'agit pas seulement d'étudiants migrants. Ceux qui n'ont pas de parents qui les soutiennent sont en grande difficulté. Ils n'ont même pas le droit d'accéder à l'épicerie sociale », commentent les chercheuses.

Den russischen Streitkräften fehlt es an kampffähigem Personal. Der Kreml setzt neben finanziellen Anreizen auch Zwang ein, um neue Rekruten zu finden.

Kommt die volle Mobilmachung oder nicht? Der Einmarsch ukrainischer Truppen in die russische Region Kursk hat zum wiederholten Mal Debatten über diese Frage entfacht. Nach jedem militärischen Rückschlag stellt sie sich neu, die offizielle Antwort aus dem Kreml fällt jedoch bislang immer gleichlautend aus: Nein, das sei kein Thema. Am 12. August, eine knappe Woche nachdem ukrainische Truppen begonnen hatten, russische Gebiete einzunehmen, ließ Präsident Wladimir Putin verlauten, die Zahl angehender Soldaten, die freiwillig Verträge mit dem Verteidigungsministerium abschließen, sei in den vergangenen Tagen gestiegen.

Gravierende Defizite der russischen Armee lassen sich nicht mehr verhehlen, da ukrainische Einheiten zunächst fast widerstandslos über die kaum geschützte Grenze vorrücken konnten. Ihnen gelang ein Überraschungsangriff, der dem Gegner erheblich zusetzt. Putin und sein Generalstab hatten offenbar nicht damit gerechnet, dass die Ukraine sich erdreisten könnte, den Krieg auf russisches Territorium auszuweiten. Mit Verweis auf dem Kreml und dem Verteidigungsministerium nahestehende anonyme Quellen berichtete die Nachrichtenagentur „Bloomberg“, die kritische Situation im Kursker Gebiet lasse eine volle Mobilmachung noch in diesem Jahr wahrscheinlicher werden. Denn vor allem fehle es den russischen Streitkräften an kampffähigem Personal. Ein Gesprächspartner von Bloomberg wies darauf hin, dass die Regionalbehörden weit hinter den an sie gestellten Erwartungen zurückblieben und oft nicht einmal ein Drittel der aus Moskau geforderten Quoten an Neuzugängen der Armee erfüllten.

Die im September 2022 ausgerufene Teilmobilmachung wurde bis heute nicht beendet, nur die Vorgehensweise bei der Rekrutierung hat sich verändert. Seither werden keine wahllos gestreuten Einberufungsbefehle mehr zugestellt, die in der Bevölkerung für reichlich Unmut und auch für zu viel Aufsehen gesorgt hatten. Weil dadurch die Vorstellung vom in Russland herrschenden Normalzustand ins Wanken geriet, brauchte es Maßnahmen, die still und leise umsetzbar sind, oder materielle Anreize. Also werden Reservisten mobilisiert und staatliche Unternehmen und Dienstleister erhalten Vorgaben, Mitarbeiter zu entsenden. Auf reguläre Wehrdienstleistende hat sich der Druck ebenfalls enorm erhöht, sich als Berufssoldaten zu verpflichten. Es sind etliche Fälle bekannt, wo Wehrdienstleistenden die Unterschrift unter Vorspiegelung falscher Tatsachen abgerungen wurde. Doch freiwillige Rekruten zieht nur eines an – Geld.

Im ersten Halbjahr 2024 hätten sich 190.000 Freiwillige für einen Fronteinsatz verpflichtet, so das russische Verteidigungsministerium. Rund 1.000 von ihnen würden täglich ins Kampfgebiet entsandt. Zum Vergleich: Der „Stiftung Wissenschaft und Politik“ (SWP) zufolge betrug die Gesamtzahl der im Februar 2022 an der Vollinvasion der Ukraine beteiligten russischen Soldaten 190.000. Im Rahmen der Teilmobilmachung wurden bis Ende Oktober 2022 weitere rund 300.000 Männer schlecht ausgerüstet und ausgebildet an die Front geschickt – sofern sie nicht gefallen sind, verwundet oder gefangen wurden, sind sie noch immer im Kriegeinsatz. Für das Jahr 2023 nannte das Verteidigungsministerium die Zahl von 540.000 Neuzugängen. Allein schon daran lässt sich erkennen, dass im laufenden Jahr weniger Vertragsabschlüsse zustande kommen werden als zuvor, wenn das derzeitige Tempo beibehalten wird.

Auch auf Russlands Zivilbevölkerung
fallen nun die Folgen von dessen
Invasion in der Ukraine zurück:
Nach dem ukrainischen Gegenangriff
werden Menschen aus der Region
Kursk evakuiert.



FOTO: EPA-EFE/STRINGER

Daraus zog Putin Ende Juli die Konsequenz, die bisher geltenden Vergütungssätze anzuheben. Seit der Vollinvasion ist der Monatssold von Vertragssoldaten der SWP zufolge von umgerechnet maximal 330 Euro auf mindestens 2.110 Euro gestiegen – der monatliche Durchschnittsverdienst lag im Juni in Russland bei 800 Euro. Bei Vertragsabschluss für einen Fronteinsatz ist ab sofort eine Einmalzahlung aus der Kasse des Zentralstaats vorgesehen, die bis zu 4.200 Euro betragen kann. Putin empfahl zudem den regionalen Verwaltungen, aus ihrem eigenen Haushalt noch mal so viel draufzuzahlen. Dass diese Taktik den Rekrutierungsämtern neue Interessenten beschert, ist eine Tatsache.

Doch längst nicht alle Regionen verfügen über die notwendigen Mittel, immer mehr Kämpfer bereitzustellen, oder sie scheitern aus anderen Gründen daran. Berechnungen des Online-Rechercheportals „Istories“ und der Investigativ-NGO „Conflict Intelligence Team“ (CIT) zeigen, dass in Regionen mit niedrigem finanziellen Anreiz die Anzahl freiwilliger Vertragsabschlüsse stellenweise sogar unter jener anderweitig rekrutierter Soldaten liegt, wie beispielsweise in Kabardino-Balkarien an der Grenze zu Georgien. Und wenn Regionen wie das arme Burjatien an

der Grenze zur Mongolei bereits im Rahmen der Teilmobilmachung überdurchschnittlich viel Rekruten an die Front geschickt haben (über vier Prozent der Männer im wehrfähigen Alter bis 50 Jahre), lassen sich kaum mehr neue Freiwillige anlocken.

Auf reguläre Wehrdienstleistende hat sich der Druck enorm erhöht, sich als Berufssoldaten zu verpflichten.

Die Metropolregion Moskau hat ihr Potenzial hingegen noch nicht ausgeschöpft. Aus der russischen Hauptstadt gingen innerhalb der vergangenen zwölf Monate rund 26.000 Männer an die Front. Allerdings sanken auch hier die Zahlen nach einer kurzen Hochphase im September 2023. Bürgermeister Sergej Sobjanin lobte Ende Juli neben bisherigen Sonderzahlungen noch eine Einmalzahlung in Höhe von knapp 20.000 Euro aus, seither kommt es täglich zu über 100 Vertragsabschlüssen anstelle von im Schnitt 36 im Juni. Doch nur 20 Prozent dieser

sogenannten „kontraktniki“ haben ihren festen Wohnsitz in Moskau und Umgebung; der Rest hat sich der Boni wegen aus anderen Landesteilen nach Moskau aufgemacht. Das unabhängige Nachrichtenportal „Wjorstka“ (auch „Verstka“ transkribiert) zitiert einen Informanten aus der Verwaltung, dessen Einschätzung nach die überwiegende Mehrheit derer, die sich freiwillig melden, mit finanziellen Problemen zu kämpfen habe und sich deshalb für einen Fronteinsatz entscheide. Im Übrigen registrierte Moskau, so Wjorstka, seine neuen Rekruten über staatliche Unternehmen, die damit in einem Abwasch gleich noch ihre Quoten erfüllen.

Wer sich zu einer Rekrutierung entschließt, weiß ziemlich genau, auf welche Risiken er sich einlässt. Unter ihnen sind nicht wenige, die bereits gekämpft haben, wie ehemalige Wagner-Söldner, die sich im zivilen Leben nicht zurechtfinden, oder ehemalige Häftlinge, die nach ihrem Fronteinsatz amnestiert wurden. Wer hingegen Schulden angehäuft hat, Bankrott gegangen oder arbeitslos ist, den drängen die Behörden geradezu, den staatlichen Geldsegen anzunehmen und im Gegenzug das eigene Leben aufs Spiel zu setzen. Gleiches trifft für Migranten zu. Zu denen zählen auch Menschen

mit russischem Pass, denn eine nicht mit der Geburt erworbene Staatsbürgerschaft kann seit kurzem wieder entzogen werden. Dafür reicht es aus, nicht bei den Militärbehörden vorstellig zu werden.

Bei dringendem Bedarf wird schlicht mit Gewalt nachgeholfen. Anfang vergangener Woche wurden rund 500 Männer, die sich geweigert hatten zu kämpfen, aus einer Kaserne bei Sankt Petersburg gegen ihren ausdrücklichen Willen per Flugzeug nach Kursk verfrachtet. Gegen einige liefen bereits Strafverfahren wegen unerlaubten Verlassens der Truppe, andere warteten noch auf eine Untersuchung durch die zuständige Militärkommission. Unter ihnen sollen etliche Männer in miserabler physischer und psychischer Verfassung sein. Einige Dutzend hätten am Zielort die Flucht ergriffen, teilte der oppositionelle Telegram-Kanal „Astra“ mit. Auch das gehört in der russischen Armee zum Alltag.